

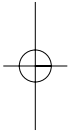
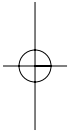
INTERNATIONAL TRIBUNAL FOR THE LAW OF THE SEA

REPORTS OF JUDGMENTS,  
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

**THE “VOLGA” CASE  
(RUSSIAN FEDERATION v. AUSTRALIA)  
List of cases: No. 11**

**ORDER OF 2 DECEMBER 2002**

**2002**

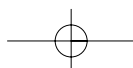


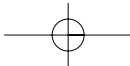
TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER

RECUEIL DES ARRÊTS,  
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

**AFFAIRE DU « VOLGA »  
(FÉDÉRATION DE RUSSIE c. AUSTRALIE)  
Rôle des affaires : No. 11**

**ORDONNANCE DU 2 DÉCEMBRE 2002**





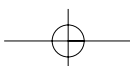
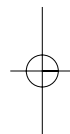
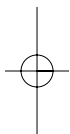
Official citation:

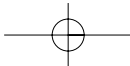
*“Volga” (Russian Federation v. Australia),  
Order of 2 December 2002, ITLOS Reports 2002, p. 4*

-----

Mode officiel de citation :

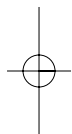
*« Volga » (Fédération de Russie c. Australie),  
ordonnance du 2 décembre 2002, TIDM Recueil 2002, p. 4*



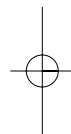


2 DECEMBER 2002  
ORDER

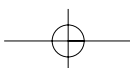
**THE “VOLGA” CASE  
(RUSSIAN FEDERATION v. AUSTRALIA)**



**AFFAIRE DU « VOLGA »  
(FÉDÉRATION DE RUSSIE c. AUSTRALIE)**



2 DÉCEMBRE 2002  
ORDONNANCE





4

**TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER**



ANNÉE 2002

Le 2 décembre 2002

Rôle des affaires :  
No. 11

**AFFAIRE DU « VOLGA »**

(FÉDÉRATION DE RUSSIE c. AUSTRALIE)

DEMANDE DE PROMPTE MAINLEVÉE

**ORDONNANCE**

Le Président du Tribunal international du droit de la mer,

Vu l'article 292 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ci-après dénommée « la Convention »),

Vu l'article 112, paragraphe 3, du Règlement du Tribunal,

Vu la demande soumise, en vertu de l'article 292 de la Convention, au Tribunal par la Fédération de Russie et déposée le 2 décembre 2002, concernant la prompte mainlevée de l'immobilisation du navire *Volga* et la prompte libération de son équipage,

*Rend l'ordonnance suivante :*

Considérant que, conformément à l'article 292 de la Convention, le Tribunal examine promptement cette demande,

Considérant que, conformément à l'article 112, paragraphe 3, du Règlement du Tribunal, le Tribunal ou le Président, si le Tribunal ne siège pas, fixe la date d'une audience le plus tôt possible, dans un délai de 15 jours à dater du premier jour ouvrable suivant la date à laquelle la demande a été reçue,

5

« VOLGA » (ORDONNANCE DU 2 DECEMBRE 2002)

LE PRÉSIDENT

*Fixe* aux 12 et 13 décembre 2002 les dates de l'audience;

*Réserve* la suite de la procédure.

Fait en anglais et en français, les deux textes faisant foi, dans la Ville libre et hanséatique de Hambourg, le deux décembre deux-mille-deux, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives du Tribunal et les autres seront transmis au Gouvernement de la Fédération de Russie et au Gouvernement australien, respectivement.

Le Président,  
(Signé) Dolliver NELSON.

Le Greffier,  
(Signé) Philippe GAUTIER.